

# CSI GUIDE SYNDICAL

Secrétariat Général de la CSI  
Novembre 2010



Un travail décent, une vie  
décente pour les travailleurs et les  
travailleuses domestiques

## Remerciements

Le présent guide d'action de la CSI a été publié grâce au soutien financier de la FES. Nous sommes particulièrement reconnaissant à Mme Jo Morris, spécialiste dans le domaine de la recherche syndicale et conseillère, qui a grandement contribué à cette publication. Le Guide se base sur de nombreuses excellentes publications et pages web sur le travail domestique. Nous tenons à remercier toutes les organisations dont les recherches et les rapports nous ont été d'une grande utilité. Les histoires personnelles et les témoignages de femmes et d'hommes collaborant avec les syndicats et les organisations de travailleuses domestiques pour défendre les droits au travail et la dignité humaine dans le monde entier nous ont particulièrement inspirés. Nous les remercions vivement de leur dévouement et d'avoir répondu à l'enquête menée par la CSI.



Chers / Chères ami(e)s,

J'ai le plaisir de vous présenter ce guide d'action de la CSI « Un travail décent, une vie décente pour les travailleurs et travailleuses domestiques ».

Les travailleurs domestiques sont pratiquement toujours des femmes, souvent des migrants ou des enfants. Bien que cette profession soit l'une des plus anciennes et des plus importantes pour des millions de femmes aux quatre coins du monde, le travail domestique reste sous-évalué et, dans de nombreux pays, ne relève pas du champ d'application de la législation du travail. Trop souvent, le salaire minimum

et la protection sociale ne sont pas garantis aux travailleuses domestiques et leurs droits de former un syndicat, d'y adhérer et de négocier collectivement sont bafoués. Il en résulte qu'un grand nombre d'entre elles ont d'interminables journées de travail, sont sous-payées et les cas de mauvais traitements et d'abus, en particulier parmi celles logées chez leur employeur, sont innombrables.

Pourtant, dans la société d'aujourd'hui, le travail domestique est indispensable au bon fonctionnement de l'économie. Les taux actuels de croissance et de bien-être ne seraient pas ceux qu'ils sont sans la contribution de ces travailleurs et travailleuses. En particulier au cours des deux dernières décennies, la demande de travail domestique n'a cessé de croître dans le monde entier. L'incorporation massive des femmes à la population active, le vieillissement de nos sociétés, l'intensification du travail ainsi que l'absence et l'insuffisance de politiques publiques visant à faciliter la conciliation entre vies familiale et professionnelle, expliquent en grande partie cette tendance.

Dans le passé, plusieurs tentatives ont été faites au sein de l'OIT afin d'améliorer les conditions des travailleurs et travailleuses domestiques. Tout d'abord, une première résolution a été adoptée sur leurs conditions d'emploi en 1948. Plus tard, une autre résolution appelant à une action normative en la matière fut adoptée en 1965 sans jamais être mise en œuvre. La première étude jamais publiée sur le statut des travailleurs domestiques dans le monde entier a vu le jour en 1970. Ce n'est néanmoins que cette année en 2010, que des négociations ont été amorcées en vue d'une norme internationale concernant le travail décent pour les travailleurs et travailleuses domestiques.

En juin prochain les négociations devraient être finalisées, et une Convention de l'OIT assortie d'une Recommandation adoptée. Ce sera un moment historique, un pas important vers la justice sociale pour cette catégorie de travailleurs souvent « oubliée ». Œuvrer ardemment pour l'adoption, la ratification et la mise en œuvre d'un instrument international fort pour les travailleurs et travailleuses domestiques représente une occasion unique de changer la vie de ces millions d'hommes et de femmes qui ont singulièrement besoin de notre soutien.

Ce guide d'action de la CSI vise à vous fournir des informations utiles sur la manière dont les syndicats peuvent travailler pour et avec les travailleurs domestiques en prévision de la CIT 2011 et au-delà. Je remercie tout particulièrement l'UITA qui nous a aidés à recueillir ces informations. Son expérience en matière de syndicalisation des travailleurs et travailleuses domestiques a été et continue d'être d'une grande valeur pour le mouvement syndical international.

Implicitement ce guide vous enjoint d'entreprendre des actions en vue de rétablir les droits et la dignité des travailleurs et travailleuses domestiques. Je suis convaincue que vous entendrez cet appel. Le temps est venu d'assurer un travail décent et une vie décente aux travailleurs et travailleuses domestiques!

**Sharan Burrow**  
**Secrétaire générale de la CSI**  
Novembre 2010

# Table des matières

## 1 | Introduction

7

Pourquoi un nouveau guide de la CSI sur les travailleurs/euses domestiques?  
À qui s'adresse le présent guide?  
Comment utiliser le guide?

## 2 | Contexte

13

Cette section présente la situation du travail domestique au 21<sup>e</sup> siècle et les problèmes que rencontrent les travailleurs/euses de ce secteur, migrants pour la plupart, qui exercent leur activité dans des conditions informelles et sans protection. Forte augmentation de la demande de travail domestique \* Qui sont les travailleurs/euses domestiques? \* Pourquoi les femmes deviennent-elles travailleuses domestiques? \* Problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs/euses domestiques? \* Problèmes spécifiques aux travailleurs/euses domestiques migrants \* Problèmes rencontrés par les enfants travailleurs/euses domestiques \* Quand le travail domestique se transforme-t-il en esclavage moderne?

## 3 | Garantir des droits aux travailleurs/euses domestiques

27

Cette section porte sur les différentes méthodes permettant aux syndicats de mettre en place des campagnes afin de garantir de nouveaux droits aux travailleurs/euses domestiques et de créer des organisations syndicales. Participation des syndicats à l'élaboration de législations nationales et normes minimales \* Utiliser la force de négociation et d'organisation des syndicats



## 4 | Agir

41

Cette section décrit les étapes de l'élaboration d'une campagne en faveur de nouveaux droits pour les travailleurs/euses domestiques. Elle explique également comment nouer des alliances entre syndicats et organisations de la société civile pour atteindre des buts communs.

Former des alliances \* Faire campagne pour changer les politiques et les pratiques

\* Planifier une campagne syndicale - une démarche par étapes

## 5 | Syndicaliser les travailleurs/euses domestiques

55

Cette section décrit les mesures à prendre pour commencer la tâche ardue que constitue la syndicalisation des travailleurs/euses domestiques.

Prendre connaissance des conditions de travail et de vie des travailleurs/euses domestiques \* Planification d'une campagne de syndicalisation \* Etablir des liens pour syndiquer

## 6 | Services syndicaux pour les travailleurs/euses domestiques

67

Cette section suggère plusieurs modalités de prestation de services et de soutien des syndicats et des centrales nationales aux travailleurs/seuses domestiques. Assistance juridique \* Assurer des conditions de travail décentes aux travailleurs/euses domestiques \* Conseils \* Formation

## 7 | Et maintenant, à vous de jouer !

71

Revendications syndicales

## Références et publications

76





# Introduction







## Pourquoi un nouveau guide de la CSI sur les travailleurs/euses domestiques?

L'Organisation internationale du travail (OIT) adoptera, en juin 2011, une norme internationale destinée à améliorer les droits des travailleurs/euses domestiques et à leur reconnaître le statut de travailleur en vertu de la législation du travail. Cette nouvelle Convention de l'OIT sera le point culminant d'années de campagnes menées par les organisations de travailleurs domestiques et les syndicats. Alors que la CSI et le groupement Global Unions ont pour ambition d'adopter une Convention forte assortie d'une Recommandation, les organisations d'employeurs et plusieurs gouvernements ne sont partisans que d'une simple Recommandation.

Une Convention internationale est un moyen essentiel de garantir que les législations nationales protègent les travailleurs/euses domestiques – il nous incombe donc de faire pression sur nos gouvernements et sur les organisations d'employeurs afin qu'ils apportent leur soutien à l'adoption d'une Convention forte et efficace en juin 2011.



### Les syndicats font campagne pour l'adoption d'une Convention de l'OIT en 2011

Parlons d'une seule voix pour faire savoir aux gouvernements et organisations patronales que les syndicats revendiquent une Convention forte de l'OIT concernant le travail décent pour les travailleurs/euses domestiques. Tel est notre mode d'action:

- Établir des alliances entre syndicats et organisations de travailleurs domestiques, ONG, groupes religieux et autres partisans;
- Prévoir un espace syndical pour les réunions et les campagnes sur les travailleurs/euses domestiques;
- Dès à présent, faire pression sur les responsables du gouvernement, les membres du Parlement et les organismes d'employeurs, les rencontrer et leur expliquer pourquoi ils doivent soutenir l'adoption d'une Convention;
- S'impliquer dans le syndicat pour rendre effective la campagne pour les travailleurs/euses domestiques;
- Organiser des réunions et conférences syndicales afin d'attirer l'attention sur l'importance de la Convention de l'OIT;
- Obtenir le soutien de l'opinion publique à une Convention bien avant le départ des délégations nationales pour la Conférence de l'OIT fin mai 2011;
- Recueillir des études de cas et des données, relater des histoires personnelles pour les journaux, la radio et la télévision. Veiller à ce que les travailleurs/euses domestiques aient une voix, recueillir des interviews ou les organiser avec les médias, anonymement si besoin est;
- Former les membres syndicaux qui emploient des travailleurs/euses domestiques sur les salaires et les conditions de travail auxquels ils devraient avoir droit.



L'adoption d'une Convention de l'OIT sur les travailleurs/euses domestiques impliquera la reconnaissance des tâches domestiques comme « travail » dans le monde entier. Elle constituera, en outre, un instrument international sur lequel pourra se baser la révision des législations et pratiques nationales afin de garantir que les droits des travailleurs/euses domestiques soient effectivement respectés.

Les chances d'obtenir l'adoption d'une norme internationale forte et efficace augmenteront si les syndicats tant au Sud qu'au Nord font campagne ensemble et syndicalisent un maximum de travailleurs/euses domestiques dans leur pays. C'est aussi une occasion unique d'affilier de nouveaux membres parmi les travailleurs de l'économie informelle, dépourvus de protection et dont la majorité sont des femmes.

La CSI a pris un engagement à long terme afin de garantir un travail décent aux travailleurs/euses domestiques en adoptant, lors de son 2<sup>e</sup> Congrès mondial, le Programme d'action pour l'égalité de genre, qui appelle les syndicats à continuer d'organiser les travailleuses, en particulier les travailleuses domestiques. La Résolution du Congrès encourage les organisations affiliées à se joindre à la campagne en faveur de l'adoption, de la ratification et de la mise en œuvre d'une Convention de l'OIT sur le travail décent pour les travailleurs domestiques, complétée par une Recommandation. Le présent guide aidera les organisations affiliées à mettre en œuvre le Programme d'action du Congrès de la CSI.



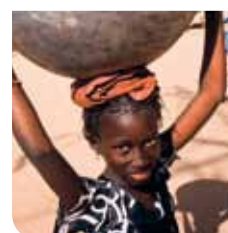
Halimah Jacob, Secrétaire générale adjointe – NTUC  
Singapour et Porte-parole des travailleurs – CIT 2010/2011

## Résolution de la CSI sur l'égalité de genre – 2<sup>e</sup> Congrès mondial, Vancouver, 2010

Le Congrès engage la CSI et ses organisations et structures régionales, œuvrant de concert avec ses partenaires du groupement Global Unions et ses organisations affiliées, à:

- intensifier la campagne « Un travail décent, une vie décente » pour les femmes dans le but de parvenir à une justice sociale et à l'égalité de genre sur les lieux de travail et au sein des syndicats, et à continuer la mobilisation en vue de syndiquer les travailleuses, notamment dans les ZFE et dans l'économie informelle, ainsi que les travailleuses domestiques, migrantes, rurales, jeunes ou autrement vulnérables [...]
- déployer tous les efforts pour permettre l'adoption d'une Convention de l'OIT complétée par une Recommandation pour les travailleurs domestiques, et sa ratification et sa pleine mise en œuvre ultérieures [...]
- [...] établir des alliances de femmes syndicalistes avec la société civile et les organisations de femmes en vue d'atteindre des objectifs communs.

- › Les syndicats doivent se mobiliser dès à présent afin de garantir une reconnaissance légale et des droits aux travailleurs/euses domestiques. Au chapitre 7 vous trouverez le détail des revendications syndicales concernant la protection légale, les droits syndicaux, les conditions décentes de travail et de salaire!



## À qui s'adresse ce guide?

Ce guide peut être utilisé par:

- Les syndicats et les militants, hommes et femmes, qui souhaitent garantir des droits et une justice sociale à des millions de travailleurs/euses domestiques dans le monde entier;
- Les délégués syndicaux qui souhaitent renforcer leur organisation en affiliant des travailleurs/euses domestiques non protégés;
- Les responsables syndicaux, les comités des femmes et de la jeunesse, les responsables de la formation;
- Les organisations de travailleurs/euses domestiques collaborant avec les syndicats. La campagne pour les droits des travailleurs/euses domestiques offre aux syndicats et aux organisations de travailleurs informels une occasion unique d'établir des partenariats et de créer de nouvelles solidarités;
- Les associations, groupes religieux, ONG, organismes d'entraide et autres faisant campagne pour les droits des travailleurs/euses domestiques.

## Comment utiliser le guide?

Le guide fournit des informations de caractère général sur le travail domestique et offre des outils, des exemples pratiques et des conseils pour défendre les droits des travailleurs/euses domestiques et les syndicaliser. Le guide n'aborde pas tous les aspects du travail domestique mais vise à donner un aperçu de l'importance de la question. Il a pour but de vous aider à réaliser vos campagnes et à organiser ces travailleurs dans votre pays en vue de la Conférence internationale du travail. Dès l'adoption de nouvelles normes internationales, le guide pourra vous être utile afin de vous assurer que les nouveaux droits sont effectivement mis en œuvre dans votre pays. Vous pourrez utiliser différentes sections à différents moments.

“

La force de la syndicalisation:  
« Il est facile de casser un bâton, mais lorsque plusieurs bâtons sont attachés ensemble, ils ne peuvent être rompus. À l'instar des bâtons, les plaintes d'une seule femme ne seront pas entendues. En revanche, si vous vous unissez pour porter plainte, vous obtiendrez des résultats ».

*SEWA –Self-Employed Women's Association, Inde*

”





# Contexte







Cette section présente la situation du travail domestique au 21<sup>e</sup> siècle et les problèmes que rencontrent les travailleurs/euses de ce secteur, migrants pour la plupart, qui exercent leur activité dans des conditions informelles et sans protection.

## Forte augmentation de la demande de travail domestique

L'OIT estime que les services domestiques emploient 100 millions de personnes. Ces professions existent depuis des siècles, mais la forte progression de la demande un peu partout dans le monde ne remonte qu'à quelques décennies. L'entrée massive des femmes sur le marché du travail, le vieillissement des sociétés, l'intensification du travail et les problèmes d'équilibre entre vie de famille et vie professionnelle expliquent cette tendance. Les femmes qui travaillent en dehors de leur foyer, ainsi que leur famille, ont de plus en plus recours à l'aide de travailleurs/euses domestiques. L'OIT estime que cette catégorie de salariés constitue une proportion majeure de la main d'œuvre dans les pays en développement et que leur nombre a connu une hausse régulière dans les pays industrialisés.



### Travail domestique: une part croissante du marché du travail

Dans certains pays développés, plus de 2 % du nombre total des emplois relèvent de ce secteur (par exemple 4,4 % à Chypre, 2,3 % en France ou 3,7 % en Espagne). Dans certains pays du Sud, on estime que la proportion de la main d'œuvre dans ce secteur peut être beaucoup plus élevée. En Afrique du Sud, les travailleurs/euses domestiques représentent environ 9,4 % de la main d'œuvre totale. Des ONG estiment qu'en Inde le travail domestique emploie jusqu'à 20 % de la main d'œuvre totale. Au Koweït, les particuliers fournissent 21,9 % du nombre total d'emplois.

(Source: LABORSTA, 2005, 2007, 2008 et Devos, 2010)

Les travailleurs/euses domestiques jouent un rôle essentiel dans le bien-être des sociétés et leur structure économique. Aujourd'hui les femmes, qui représentent près de la moitié de la main d'œuvre dans le monde, sont de plus en plus nombreuses à payer pour la prestation de services domestiques dont elles se chargeaient auparavant gratuitement. Pourtant les travailleurs/euses domestiques, souvent des migrants, sont systématiquement négligés et parfois victimes des pires abus.

## Qui sont les travailleurs/euses domestiques?

Les femmes et les jeunes filles constituent la majorité écrasante des travailleurs/euses domestiques dans le monde, bien que dans certains pays un nombre important d'hommes et de jeunes garçons exercent aussi ces métiers. L'OIT estime que l'on trouve davantage de jeunes filles de moins de 16 ans dans le service domestique que dans toute autre catégorie de travail des enfants.

De nombreux travailleurs/euses domestiques sont des migrants en provenance de pays étrangers. Certains ont quitté leur domicile pour trouver un emploi dans leur propre pays, troquant souvent la campagne contre la ville. Beaucoup travaillent dans leur communauté d'origine. Mais pour tous, le travail domestique constitue l'un des très rares moyens de subsistance à leur portée.

## Pourquoi les femmes deviennent-elles travailleuses domestiques?

Une combinaison de facteurs conduit les femmes à se lancer dans le travail domestique, dans leur pays d'origine ou à l'étranger. La pauvreté rurale, qui s'est aggravée dans de nombreux pays sous les coups conjugués de la libéralisation des marchés, des programmes d'ajustement structurel, de la dévastation du secteur agricole et de crises économiques, en constitue l'une des causes majeures. De plus, c'est souvent l'absence d'emploi décent qui contraint de nombreuses femmes et jeunes filles à se tourner vers le travail domestique.



## L'histoire de Sanu Danuwar, une employée de maison népalaise



Sanu Danuwar est la présidente du Syndicat indépendant des travailleurs domestiques du Népal (NIDWU). À 24 ans, elle compte déjà 17 années d'expérience professionnelle comme travailleuse domestique.

« J'ai commencé à travailler comme aide domestique à l'âge de 7 ans, dans le district de Jhapa, pour remplacer ma mère chez son employeur. Suite au décès de mon père, elle avait dû rentrer dans

notre village d'origine pour s'occuper de mes cinq frères et sœurs. Je ne recevais pas de salaire, je travaillais pour rembourser le prêt que mon employeur avait consenti pour payer les funérailles de mon père. Mon travail était très dur pour mon âge: cuisiner, faire la lessive, collecter le bois, etc. En plus, j'étais souvent battue par mon employeur. J'ai fini par m'enfuir pour rentrer chez moi.

Peu après mon retour, ma mère a entendu parler d'une femme originaire de mon village et mariée à une personne de Katmandou qui cherchait une travailleuse domestique, elle m'a introduite auprès de cette femme, chez qui je suis partie à l'âge de 9 ans. J'y suis encore aujourd'hui. Durant les trois premiers mois, je dormais dans la cuisine, puis j'ai pu partager la chambre de la fille de mon employeuse. Je fais tout le ménage mais je n'ai jamais touché de salaire. Aucune rémunération n'avait été prévue avant mon départ. Parfois, quand je rends visite à ma famille, mon employeuse paie le ticket de bus. Je n'ai reçu de l'argent qu'à quatre ou cinq reprises depuis que je travaille là, des sommes de 1.000 à 5.000 roupies (14 à 70 dollars) pour acheter des sandales ou quelques objets. Je reçois aussi parfois des vêtements qui ont appartenu à la fille de l'employeuse, qui a plus ou le moins le même âge que moi. Selon elle, comme je suis logée et nourrie, je ne dois rien recevoir de plus. Après deux années de travail à Katmandou, j'ai rencontré des militants de la CWISH, une organisation non gouvernementale. Je leur ai dit que je souhaitais aller à l'école et ils ont convaincu mon employeuse de me laisser assister à des classes informelles de mise à niveau. Neuf mois plus tard, j'ai pu être inscrite en quatrième année de l'enseignement primaire. La CWISH m'a offert le matériel scolaire. Je me levais à 5h pour travailler durant une heure, puis j'allais à l'école jusque 10h30, puis je recommençais à travailler pour mon employeur jusque 22 ou 23h. J'ai ainsi pu suivre ma scolarité jusque la fin de l'enseignement secondaire. »

(Vision syndicale de la CSI sur le Népal).



100



Les travailleurs/euses domestiques doivent être protégés par des lois comme tous les autres salariés. Leurs conditions d'emploi et de travail, leur rémunération et leurs horaires doivent être réglementés. Leur accès aux systèmes de protection sociale constitue un objectif majeur des syndicats. En outre, il est impératif de réglementer le travail des personnes logées chez leur employeur compte tenu de la gravité des abus qu'elles endurent. Parvenir à leur faire bénéficier des lois relatives à la santé et sécurité au travail ainsi que de celles portant sur la protection de la maternité constitue un autre défi à relever.

- › Comme tous les autres salariés, les travailleurs/euses domestiques ont besoin d'une protection juridique. Ils doivent pouvoir exercer leurs droits fondamentaux de créer un syndicat, d'y adhérer et de mener des négociations collectives. Ainsi, ils pourront bénéficier de la législation nationale en vigueur sur le salaire minimum et la protection sociale, y compris l'accès aux soins de santé, et des dispositions relatives à la maternité, à la maladie et à la retraite.

## Problèmes spécifiques aux travailleurs/euses domestiques migrants

Les travailleurs/euses domestiques migrants courent un risque accru d'exploitation.

Plusieurs cas de travailleurs migrants victimes d'offres d'emploi fallacieuses proposées par des agences de recrutement ont été signalés. Alors qu'ils avaient accepté certaines conditions de travail dans leur pays d'origine, à leur arrivée à destination ils se sont trouvés contraints d'exercer d'autres métiers moyennant une rémunération et des conditions de travail inférieures. Le remboursement des frais de transport et de recrutement liés à l'acceptation d'un emploi à l'étranger a réduit certains d'entre eux au travail servile.

Dans plusieurs pays, le permis de travail des travailleurs/euses domestiques est lié à un employeur spécifique. En pratique, cela signifie qu'il ou elle se trouvera pris au piège d'une situation proche de l'esclavage par peur de l'expulsion. Du fait de leur méconnaissance de la langue locale et de leur isolement social, les travailleurs/euses domestiques migrants peinent à demander de l'aide en cas d'abus.



## Estimation du nombre de travailleurs/euses domestiques migrants:

Les femmes représentent environ la moitié des 200 millions de travailleurs migrants dans le monde et une proportion importante d'entre elles sont des travailleuses domestiques, adultes et mineures.

- L'Asie est une source importante de migrants internationaux qui travaillent comme employés de maison sur ce continent et au-delà.
- Les pays arabes emploient des millions de travailleurs/euses domestiques migrants. En Arabie Saoudite, par exemple, il y a environ 1,5 million de travailleurs/euses domestiques originaires principalement d'Indonésie, des Philippines et du Sri Lanka.
- En Amérique latine, les travailleurs/euses domestiques représentent jusqu'à 60 % des migrants internes et transfrontaliers. Les migrantes mexicaines et de différents pays d'Amérique latine constituent l'essentiel de la main d'œuvre domestique aux États-Unis.
- En France, plus de 50 % des migrantes sont employées à des tâches domestiques.
- En Italie, quelque 600 000 personnes sont déclarées comme travailleurs/euses domestiques, dont une majorité originaire de pays extérieurs à l'UE. Si l'on tient compte de ceux qui ne sont pas recensés parce qu'ils ne possèdent pas de permis de travail, on arrive à une estimation totale de 1,2 million de personnes assurant des services domestiques à des particuliers.

(Source: WIEGO)

Dans les pays du Moyen-Orient, les mécanismes de dépôt de plainte sont souvent inaccessibles aux travailleurs/euses domestiques, pris au piège de domiciles privés, incapables de parler la langue locale et redoutant l'expulsion. Le « kafala » (système de parrainage) lie le travailleur migrant à son employeur. En pratique cela signifie que le travailleur migrant perd son permis de séjour si l'employeur résilie le contrat de travail ou si lui-même quitte son employeur, même pour des raisons légitimes telles que le non-paiement du salaire ou des abus. En outre, les poursuites judiciaires résultant du signalement aux autorités de cas d'abus traînent souvent pendant plusieurs années durant lesquelles les victimes doivent attendre le verdict dans des lieux d'hébergement surpeuplés sans pouvoir travailler. Compte tenu de la longueur des délais d'attente, de la situation illégale dans laquelle se retrouve le travailleur ou la travailleuse et de l'incertitude quant au verdict, la majorité retire sa plainte ou n'en dépose même pas. En outre, il est fréquent que des travailleurs/euses domestiques qui portent plainte contre leur employeur finissent par devoir se défendre eux-mêmes de contre-allégations de vol, de sorcellerie ou d'adultère.









## Mauvais traitements infligés à des travailleuses migrantes en Arabie Saoudite

En aout 2009, le gouvernement philippin a rapatrié d'Arabie Saoudite 44 femmes philippines qui vivaient dans des lieux d'hébergement depuis des mois. Elles faisaient partie d'un groupe de 127 Philippines, pour la plupart employées de maison, qui avaient fui leur lieu de travail se plaignant de mauvais traitements, de la longueur des journées de travail, d'une nourriture insuffisante et du non-paiement de leurs salaires.

(Source : Human Rights Watch)



## Problèmes rencontrés par les enfants travailleurs/euses domestiques

Les enfants travailleurs/euses domestiques, souvent envoyés par leur famille dans des ménages plus riches, sont extrêmement vulnérables aux différentes formes de travail forcé et d'abus. En raison de leur jeune âge, de leur isolement et de la séparation d'avec leur famille, ils sont plus faciles à contraindre et à contrôler et moins à même qu'un adulte d'objecter à une tâche ou une situation donnée. Ils sont chargés d'activités très variées: lessive, cuisine, garde des enfants et du bétail, collecte du bois, etc. Certaines de ces tâches peuvent être très dangereuses pour de très jeunes enfants ou des enfants fatigués et surmenés. Les familles auxquelles ils sont envoyés promettent peut-être de les envoyer à l'école en contrepartie de leur travail. Mais en pratique, les jeunes filles sont souvent prisonnières de leurs tâches domestiques et privées d'éducation. Certains enfants sont victimes de trafic, d'autres sont contraints au travail servile pour rembourser un prêt de leurs parents.

Dans la plupart des pays, l'âge minimum pour l'emploi est de 15 ans. Il est pourtant fréquent de trouver des enfants travailleurs/euses domestiques beaucoup plus jeunes. Certains commencent dès l'âge de six ans.

“



« Dans chaque famille marocaine, tu trouveras une petite bonne. Parfois, elles n'ont même

pas sept ans. A cet âge, les travaux domestiques peuvent être très lourds. Mais ce phénomène ne pose aucun problème de conscience pour les familles ou le gouvernement marocain. Nous y sommes habitués, c'est notre culture. C'est cela le plus grave », dénonce Majda Fahchouch, enseignante, présentatrice d'une émission de TV pour enfants et coordinatrice d'un projet syndical national pour lutter contre le travail des enfants et leur déscolarisation.

(Source : Vision syndicale de la CSI sur le Maroc)

”

Si le travail domestique est traditionnellement considéré bénéfique pour le développement des filles, en réalité beaucoup risquent d'être violentées par leur employeur. Les enfants travailleurs/euses domestiques sont rarement rémunérés. Non seulement ils effectuent de longues journées pour un salaire minime ou nul, mais un grand nombre souffrent aussi de maltraitance et parfois d'abus sexuels, sont privés de leur droit à la scolarisation, se voient refuser tout contact avec leur famille et n'ont pas l'occasion de se faire des amis. Souvent périlleuses, leurs conditions de travail requièrent l'utilisation de produits chimiques tels que l'eau de Javel et d'outils chauds et dangereux comme les fers à repasser, sans formation ou tenue de protection.



## Enfants travailleurs domestiques

La plupart des enfants travailleurs domestiques ont entre 12 et 17 ans, mais certains ne sont âgés que de 5 ou 6 ans. L'OIT estime que le service domestique est la source d'emploi la plus importante pour les jeunes filles de moins de 16 ans dans le monde: environ 90 % des enfants travailleurs domestiques sont des filles et on estime que l'Asie abrite environ 60 % des enfants travailleurs domestiques avec 1,5 million en Indonésie, 1 million aux Philippines et 100 000 au Sri Lanka.

(Source: OIT)

Parfois les enfants travailleurs/euses domestiques sont victimes de trafic d'êtres humains, ce qui complexifie encore plus leur situation. Des faits de plus en plus nombreux font apparaître un lien entre travail domestique des enfants et exploitation sexuelle.

## Abus sexuels à l'encontre des enfants travailleurs domestiques

Des études ont montré que les enfants travailleurs domestiques sont couramment insultés, humiliés, maltraités verbalement, mais aussi souvent frappés, battus, malmenés et fouettés. Il n'est pas rare non plus que les jeunes filles soient victimes d'abus sexuels au domicile de leur employeur.

(Source: Anti-Slavery International)

## Quand le travail domestique se transforme-t-il en esclavage moderne?

Selon Anti-Slavery International, le travail domestique se prête tout particulièrement à des formes d'esclavage telles que le travail forcé, le trafic d'êtres humains et le travail servile en raison des circonstances uniques et spécifiques de son exercice chez des particuliers, ainsi que de l'absence de protection juridique.

Les circonstances et les conditions de travail de certains travailleurs/euses domestiques relèvent du travail forcé: lorsque leurs employeurs leur interdisent de sortir de la maison, retiennent ou ne paient pas leur salaire, utilisent la violence ou la menace de la violence, confisquent leur passeport ou leur pièce d'identité, limitent les contacts avec leur famille ou leur mentent sur leurs droits afin de les obliger à travailler.

Selon Moulkheiry Sidiel Moustapha (CGTM-Mauritanie), président du comité de veille de la CGTM pour les migrants, de nombreuses migrantes se trouvent à la merci de réseaux qui se sont occupés d'elles à leur arrivée et auxquels elles doivent de grosses sommes d'argent. « Le comité travaille en partenariat avec d'autres groupes de la société civile qui s'intéressent aux questions de trafic d'êtres humains et de travail forcé impliquant des travailleuses domestiques. Le syndicat a mené une campagne de sensibilisation à grande échelle avec des associations de migrants de Guinée, du Sénégal, du Mali, de Côte d'Ivoire, de Gambie, de Guinée-Bissau, du Burkina Faso et du Togo. Ouvert 24 heures sur 24, le Centre syndical pour les migrants a pour priorité de prendre contact avec ces femmes et de maintenir le dialogue avec elles. En dehors de l'information et de la sensibilisation, le Centre syndical pour les migrants porte aussi des cas d'abus contre les travailleurs/euses domestiques ou de non-paiement de leurs salaires devant les tribunaux. »





## Des diplomates de plusieurs ambassades londoniennes accusés d'utiliser des travailleurs/euses domestiques migrants comme « esclaves des temps modernes »

Après le signalement par Kalayaan, une organisation de travailleurs migrants britannique, de 22 cas de trafic présumé de travailleurs migrants au dispositif NRM (National Referral Mechanism), le journal The London Times rapportait en février 2010 que des diplomates de plusieurs ambassades londoniennes utilisaient des travailleurs/euses domestiques migrants comme « esclaves des temps modernes », les privant de nourriture et leur infligeant des sévices systématiques. « Les travailleurs/euses affirment avoir été attirés en Grande-Bretagne par la promesse de bons salaires, mais ont été battus, abusés sexuellement et forcés de dormir dans l'entrée ou la cuisine. Au cours des 12 derniers mois, au moins neuf cas impliquant des diplomates ont été signalés au programme gouvernemental de lutte contre le trafic d'être humains. » Kalayaan avait dénoncé au programme quatre autres cas impliquant des diplomates avant avril 2009. Des fonctionnaires du gouvernement sont parvenus à la conclusion que dans tous les cas sauf un, il y avait de bonnes raisons de penser que les travailleurs/euses avaient été victimes d'un trafic.







# Garantir des droits aux travailleurs/euses domestiques

| 3







Cette section porte sur les différentes méthodes permettant aux syndicats de mettre en place des campagnes afin de garantir de nouveaux droits aux travailleurs/euses domestiques et de créer des organisations syndicales.

Comme tous les salariés, les travailleurs/euses domestiques veulent être traités de façon juste et équitable et voir leurs compétences reconnues. Souvent « cachés » chez des particuliers, ils ont singulièrement besoin de protection, de respect et de reconnaissance pour le travail qu'ils réalisent. Il existe aujourd'hui une occasion unique de lancer des campagnes pour défendre leurs droits : le processus de définition d'une norme au niveau international a déclenché une dynamique mondiale en faveur du travail décent pour les travailleurs/euses domestiques.

En sus de normes internationales, les travailleurs/euses domestiques ont besoin de syndicats forts, dotés d'une base organisationnelle puissante, qui puissent agir au niveau national pour obtenir des lois adéquates assorties de normes minimales et signer des conventions collectives nationales et sectorielles.



## Protection des travailleurs/euses domestiques migrants au Royaume-Uni

Suite à la longue campagne menée par le syndicat britannique « Transport and General Workers Union », le gouvernement travailliste fraîchement sorti des urnes en 1997 a amendé le statut des travailleurs/euses domestiques migrants, qui étaient pratiquement esclaves, et a reconnu leurs droits.

## Participation des syndicats à l'élaboration de législations nationales et normes minimales

Les centrales syndicales nationales et leurs organisations affiliées sont particulièrement bien placées pour soumettre des projets de lois et de politiques nouvelles. Au travers de la négociation d'une législation ou de normes minimales, ils peuvent gagner de nouveaux droits pour les travailleurs/euses domestiques.

## Victoire pour la protection sociale en Inde

En 2006, la NCEUS (National Commission for Enterprises in the Unorganised Sector) a proposé des mesures pour protéger les travailleurs de l'économie informelle au travers d'une réglementation du travail et d'une couverture sociale. Grâce à cette démarche, le parlement indien a voté en 2008 le projet de loi sur la sécurité sociale pour les travailleurs/euses non organisés (Unorganised workers social security bill). Suite à plusieurs campagnes de sensibilisation menées par des organisations de travailleurs/euses domestiques, ce texte reconnaît enfin le travail domestique comme un type « d'emploi non organisé » et englobe ces travailleurs dans son champ d'application.

En leur qualité de partenaires sociaux et de membres de négociations tripartites avec le gouvernement et les employeurs, les organisations de travailleurs sont en mesure de faire avancer les choses et de changer le cadre d'emploi des travailleurs/euses domestiques.







La réglementation relative à la santé et à la sécurité sur le lieu de travail et la protection sociale constituent des points importants pour les travailleurs/euses domestiques. Le congé maternité et des prestations telles que les congés maladie présentent une importance toute spécifique pour une population de travailleurs majoritairement jeune et féminine.

Comme pour les autres salariés, les dispositions juridiques relatives aux congés annuels, au nombre d'heures de travail et aux jours de congé sont cruciales et peuvent changer la vie des travailleurs/euses domestiques.

## Les syndicats coréens font campagne pour la protection sociale

En 2009, la campagne de la Coopérative coréenne des « house managers » en faveur de la couverture maladie des travailleurs/euses domestiques s'est traduite par le recrutement de membres supplémentaires et le renforcement de cette organisation de travailleurs.

Quand bien même un mouvement syndical et des organisations de travailleurs/euses domestiques influents ont remporté des victoires, il reste à s'assurer de la bonne application des droits acquis et du traitement respectueux de ces salariés par leurs employeurs. Ce suivi requiert des syndicats forts.

## Afrique du Sud

Après la fin de l'apartheid et l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement en 1994, la législation sur l'emploi a reconnu plusieurs droits aux travailleurs/euses domestiques sud-africains, dont celui de se syndiquer. « Mais », souligne Myrtle Witbooi du SADSAWU (South African Domestic, Service and Allied Workers' Union), « nous ne sommes pas encore respectées et nous demandons toujours la reconnaissance de notre contribution à l'économie. »



## Utiliser la force de négociation et d'organisation des syndicats

La force des travailleurs/euses domestiques et leur capacité à négocier des conditions de travail décentes dépendent au final de leur aptitude à s'organiser et à s'engager dans l'action collective. Pour surmonter les obstacles, y compris les restrictions juridiques et l'isolement chez des particuliers, les travailleurs/euses domestiques du monde entier se sont emparés du contrôle de leur vie professionnelle en créant leurs propres syndicats et en s'associant à des syndicats existants. En Amérique latine, des alliances entre syndicats et organisations de travailleurs/euses domestiques ont réussi à faire passer de nouvelles lois et à obtenir des salaires minimaux.



### Uruguay: Syndicat Unitaire des Travailleuses Domestiques (SUTD) - PIT CNT

En 2008, le SUTD signait une convention collective pour les travailleurs/euses domestiques. Tout a commencé par le vote d'une loi adoptant une initiative de la Commission tripartite sur l'égalité des chances qui conférait aux travailleurs/euses domestiques les mêmes droits qu'aux autres employés. Ensuite, dans le cadre d'une négociation collective tripartite, le Conseil des salaires a créé le Groupe des services domestiques qui a abouti à la signature d'une convention collective entre le SUTD et une contrepartie sectorielle (Ligue des femmes au foyer, Consommateurs et utilisateurs d'Uruguay). Ce document fixe le salaire minimum et une procédure de révision, il prévoit l'octroi d'une prime spéciale, prime d'ancienneté, prime de licenciement, le paiement des heures supplémentaires, les conditions de travail, ainsi que les tenues et les outils de travail. En outre, une clause engage les parties à collaborer pour éradiquer le travail informel.

(Source : CSI - TUCA)

Au Pérou, des travailleuses domestiques se sont organisées en une puissante alliance qui a fini par obtenir toute une série de nouveaux droits. Elles sont actuellement en train de créer un syndicat et de renforcer leurs capacités de leadership. En 2003, la même année qu'en Bolivie, le gouvernement péruvien a voté la loi sur le travail ménager n° 27986, premier pas vers la reconnaissance des droits du travail des travailleurs/euses domestiques.



## Syndicalisation des travailleurs domestiques au Pérou: histoire d'un succès

Marcolina de los Milagros Infante Ramírez, IPROFOTH, explique comment elles ont changé la loi :

« La loi sur le travail domestique adoptée en 2003 a exigé plusieurs années de lutte, de nombreuses manifestations, et des déplacements dans tout le pays afin d'obtenir une certaine visibilité et le soutien pour notre action. À l'époque, un très grand nombre de femmes qui voulaient faire valoir leurs droits étaient licenciées par leurs employeurs. Nous nous sommes organisées en réseau d'associations de travailleuses domestiques dans dix régions. Nous avons rendu visite aux établissements organisant des cours du soir susceptibles d'accueillir des travailleuses domestiques, publié des articles afin de sensibiliser l'opinion et fait pression sur le ministère de la Femme et le ministère des Affaires sociales afin d'obtenir leur soutien. Ils ne pouvaient pas nous aider financièrement mais ont mis à notre disposition des ressources, telles que des salles pour organiser nos conférences. Nous avons fini par obtenir l'adoption de la nouvelle loi et sommes très fières de notre succès. Cette loi stipule que les travailleurs domestiques ont droit à un contrat de travail qui n'est pas obligatoirement écrit et peut être verbal. Le contrat doit inclure:

- le montant du salaire; l'alimentation et l'hébergement ne peuvent être considérés comme une partie du salaire;
- la preuve du paiement ou du travail réalisé de façon à ce que le travailleur domestique ait une preuve d'emploi;
- une durée maximale de travail de 8 heures par jour;
- une journée de repos de 24 heures le dimanche et les jours fériés;
- le paiement des heures supplémentaires;
- 15 jours de congé par an rémunérés au moins à hauteur de 50%;
- une prime pour Noël et le Jour de l'Indépendance, le 28 juillet.

Le gouvernement a établi un salaire minimum et le droit à la sécurité sociale y compris la cotisation à un régime de retraite et à la formation. Nous commençons à travailler avec les agences de placement de façon à ce qu'elles connaissent les droits qu'elles doivent respecter. Nous sommes encore dans le processus de création de notre syndicat. La nuit, nous nous rendons aux domiciles où les travailleuses domestiques sont employées et nous les invitons à adhérer au syndicat; ou nous partons à leur rencontre tôt le matin lorsqu'elles partent acheter du pain. Le syndicat est très récent et n'a été enregistré officiellement qu'en octobre 2006. Au début, le ministère nous a dit: « pourquoi voulez-vous un syndicat alors que vous n'êtes pas organisées sur le lieu de travail? Nous avons dû faire preuve de volonté et continuer à faire pression sur eux. »

Source: Gros plan de la CSI sur Marcolina de los Milagros Infante Ramírez

L'absence de contrepartie naturelle chez les employeurs pour mener des négociations collectives est souvent citée comme un motif d'exclusion du droit du travail et de la liberté syndicale des travailleurs domestiques. Mais le partenaire de négociation peut être une autorité locale, le gouvernement ou une administration. Certains syndicats ont fini par trouver ou par créer une contrepartie chez les employeurs et réussi à mettre en place des conventions collectives. En France, les syndicats ont négocié la première convention collective en 1999 avec la Fédération des particuliers-employeurs de France (FEPEM) représentant quelque deux millions d'employeurs. Renégociée tous les ans, elle traite des salaires, du nombre d'heures de travail, des congés, de la formation et de la maternité. Dans ce dernier cas, la protection dont bénéficient les travailleuses d'autres secteurs privés a été étendue aux travailleuses domestiques, y compris l'interdiction de licenciement pendant la grossesse. La convention collective s'applique aux travailleurs/euses à plein temps et à temps partiel.

En Italie, la convention collective exhaustive qui couvre les travailleurs/euses domestiques est renégociée tous les quatre ans par les syndicats et les employeurs, avec une révision annuelle des niveaux de salaire. Elle est reconnue par le ministère du Travail.



## Comité de travail mixte pour les travailleurs/euses domestiques

En décembre 2004, le Congrès des syndicats irlandais a demandé au ministre du Travail de créer un Comité mixte (Joint Labour Committee, JLC) pour les travailleurs/euses domestiques dans le but d'instaurer un salaire et des conditions de travail minimum.

Le « Irish Industrial Relations Act » stipule que le Tribunal du travail peut créer ce Comité mixte sur demande du ministère des Entreprises, du commerce et de l'emploi. La création d'un JLC ne nécessite pas l'approbation préalable d'une organisation d'employeurs. Normalement, les JLC interviennent dans les domaines où la négociation collective n'est pas bien établie.

Les principaux sujets abordés dans le JLC pour les travailleurs/euses domestiques sont les suivants:

- Salaire
- Calcul du temps de travail (durée du service et pauses adéquates)
- Congés
- Déduction maximale du salaire pour le gîte et le couvert
- Confort minimal (lieux de vie et de sommeil)
- Durée minimale des préavis de licenciement

Le ICTU (Confédération des syndicats irlandais) demeure très vigilant quant à l'application des dispositions puisque, dans le cas particulier du travail domestique, le lieu de travail est aussi un domicile privé. Il a également demandé au gouvernement d'autoriser l'émission de permis de travail spécifiques pour les travailleurs/euses domestiques. Enfin, le ICTU a proposé d'amender la loi sur l'emploi des permis « Employment Permits Bill » de 2005 afin qu'il soit possible de :

- refuser le permis de travail si le salaire ou les conditions proposés sont inférieurs à ceux définis dans les ERO (employment regulation orders, ordres de réglementation de l'emploi) ou les ERA (registered employment agreements, conventions d'emploi);
- préparer et mettre en place des codes (statutaires) déontologiques.

Cet amendement permettrait l'application des droits légaux existants en matière d'emploi au domicile des particuliers.

(Source : CSI/CES)



Federation of Asian Domestic Workers Unions in HK - Organizing Committee  
香港亞洲家務工工會聯會籌委會

Decent Work for  
Domestic Workers  
家務工 要尊嚴！

我們是勞工  
並不是奴隸

WE ARE WORKERS,  
NOT SLAVES!

\*FADWU\*CMR\*AMC\*  
\*APL\*FILCOMSIN\*

Asian Dome  
ition for M  
of Progr  
community

敢

Federation of Asian Domestic Workers Unions in HK - Organizing Committee  
香港亞洲家務工工會聯會籌委會

Decent Work  
Domestic W

Plus le nombre de travailleurs/euses domestiques migrants augmente, plus une collaboration entre syndicats des pays d'origine et de destination devient indispensable.

## Les difficultés à repérer les abus à l'encontre des travailleurs migrants

Selon l'ONG Human Rights Watch, les travailleuses domestiques sri lankaises subissent des graves abus, tels que violence, harcèlement et exploitation, quand elles migrent au Moyen-Orient. « Les gouvernements du Moyen-Orient exposent ces travailleuses à toutes sortes d'abus en refusant de leur garantir un jour de repos hebdomadaire, une limite de durée à leur journée de travail, la liberté de mouvement et d'autres droits que la plupart des travailleurs considèrent comme allant de soi. Pour sa part, le gouvernement sri lankais accueille à bras ouverts l'argent que ces femmes envoient dans leur famille, mais ne fait pas grand chose pour les protéger contre leurs employeurs patrons ou les agents de recrutement qui les exploitent. »

Une action commune menée par les syndicats des pays d'origine et de destination de travailleurs/euses domestiques peut jouer, et de fait joue, un rôle important. L'information des travailleurs/euses candidats à la migration sur leurs droits dans le pays de destination et les coordonnées d'un syndicat qui pourra les aider se sont avérées des pratiques très efficaces. L'ouverture de centres d'aide, de lieux d'hébergement ou de bureaux d'information dans les pays de destination a permis de combattre efficacement abus et exploitation. Dans certains cas, le contrôle strict exercé par le syndicat a contraint les agences de recrutement à revoir leurs pratiques peu scrupuleuses.



## Les agences de recrutement gagnent beaucoup d'argent sur le dos des travailleurs/euses domestiques

Dans toute l'Asie du sud, des agences de recrutement encouragent les gens à partir travailler à l'étranger en leur faisant miroiter une vie meilleure. Certaines ont été accusées de réclamer de l'argent aux candidats à la migration avant leur départ à l'étranger vers des emplois fictifs. Souvent les migrants doivent payer, en plus de leurs frais de transport, des commissions exorbitantes qui les privent de salaire ou entraînent des déductions sur leur rémunération pendant très longtemps. Le groupement Global Unions demande une réglementation des agences de recrutement en conformité avec la convention n° 181 de l'OIT sur les Agences d'emploi privées.

- Persuadez votre gouvernement de voter en faveur d'une Convention sur le travail décent pour les travailleurs/euses domestiques assortie d'une Recommandation à la prochaine Conférence internationale du travail de juin 2011.





Agir

| 4









Cette section décrit les étapes de l'élaboration d'une campagne en faveur de nouveaux droits pour les travailleurs/euses domestiques. Elle explique également comment nouer des alliances entre syndicats et organisations de la société civile pour atteindre des buts communs.

En coopération avec l'UITA et l'IDWN (International Domestic Workers' Network, réseau international des travailleurs/euses domestiques), la CSI est déterminée à former des alliances entre syndicats et organisations de la société civile afin de conquérir des droits pour les travailleurs/euses domestiques.

## Former des alliances

Les organisations et les associations de travailleurs/euses domestiques luttent depuis des années pour obtenir une reconnaissance juridique et le respect de leur travail. Elles font campagne depuis très longtemps pour mettre fin à l'exploitation et aux abus. Le projet d'une nouvelle norme de l'OIT sur le travail domestique constitue un bel hommage à leur travail acharné ainsi qu'à l'appui et aux campagnes des syndicats. Ces derniers doivent continuer à travailler avec les ONG afin de renforcer la solidarité et d'exploiter les points forts de chaque organisation.

Au niveau international, l'UITA, membre du groupement Global Unions, a été le fer de lance de l'établissement de relations avec l'IDWN (International Domestic Workers' Network) un réseau d'organisations et de syndicats de travailleurs/euses domestiques affiliés à des centrales nationales. L'IDWN soutient les employées de maison, joue un rôle de promotion important au niveau régional et international et a largement contribué à la visibilité accrue de cette catégorie de salariés. Il aide à organiser des syndicats de travailleurs/euses domestiques, joue le rôle de canal d'échange d'informations et organise le soutien mutuel et la solidarité afin d'atteindre des buts politiques communs à tous les niveaux.

Les centrales nationales, comme les syndicats, peuvent faire beaucoup pour bâtir et soutenir des alliances puissantes entre syndicats, travailleurs/euses domestiques, ONG, groupes religieux et autres associations. Quand syndicats et organisations font campagne ensemble, les travailleurs/euses domestiques voient augmenter leurs chances d'obtenir la protection et la reconnaissance dont ils ont besoin.

## Mise en place d'alliances dans les pays du Sud et du Nord

En Amérique latine, en Afrique du Sud et à Hong Kong la collaboration des organisations de travailleurs/euses domestiques avec les syndicats, et leur transformation en syndicats membres des centrales nationales existent de longue date. En Europe, les liens entre organisations et groupes de travailleurs/euses domestiques et syndicats ont joué un rôle déterminant dans le plaidoyer en faveur des migrants. Les syndicats peuvent aider à la promotion de nouveaux droits, fournir des fonds et de la formation aux groupes de travailleurs migrants ainsi que des services de traduction à leur intention. Le soutien pratique pourra comprendre la mise à disposition de bureaux, de photocopieuses, d'imprimantes ou de compétences informatiques.



## Organiser avec amour - Enseignements de la campagne sur la déclaration des droits des travailleurs/euses domestiques de New York

Des travailleurs/euses domestiques et le Domestic Workers Union (Syndicat des travailleurs/euses domestiques) ont créé la « New York Domestic Worker Justice Coalition » (Coalition en faveur de la justice pour les travailleurs/euses domestiques de New York). La campagne consacrée à la déclaration de leurs droits a rassemblé des organisations de sept communautés et groupes linguistiques différents afin de peser plus lourd dans la balance. En septembre 2010, David Paterson, le gouverneur de l'État de New York, a transformé en loi la « déclaration des droits » des travailleurs/euses domestiques jusqu'ici exclus de la législation nationale et des normes du travail assurant ainsi aux 270 000 travailleurs/euses domestiques de New York davantage de droits et de protection que partout ailleurs aux États-Unis. Les employées de maison de New York vont enfin pouvoir profiter des avantages dont d'autres professions jouissent depuis des décennies. New York a ouvert la voie, et la Déclaration des droits des travailleurs/euses domestiques de Californie (California Domestic Workers Bill of Rights, CDWBR) est le prochain objectif de la campagne américaine.

(Source : Domestic Workers United (DWU))



## Faire campagne pour changer les politiques et les pratiques

Les syndicats possèdent une longue expérience des luttes visant à améliorer les lois et les politiques. Mais la nature invisible du travail des travailleurs/euses domestiques nous oblige à porter une attention toute particulière à la mise en œuvre de celles-ci.

Plusieurs syndicats d'Europe et d'Amérique défendent les droits des travailleurs sans papiers. L'emploi et l'exploitation de milliers de travailleurs migrants sans permis de séjour prennent une ampleur croissante dans le monde. Les droits fondamentaux de cette population particulièrement vulnérable aux abus, sont souvent violés. Ils travaillent fréquemment dans des conditions moins favorables que les travailleurs locaux. Les syndicats ont un rôle crucial à jouer pour que les migrants, avec ou sans papiers, bénéficient du même traitement que les travailleurs locaux. Au niveau international, le groupement Global Unions coopère à l'élaboration de recommandations concernant cette catégorie de travailleurs avec la PICUM (Platform for International Cooperation on Undocumented Migrants, Plate-forme pour la coopération internationale sur les migrants sans papiers).



## Résolution de la CSI sur les travailleurs/euses migrant(e)s

....5. Le Congrès déplore l'exploitation et les abus généralisés des travailleurs/euses migrant(e)s par des employeurs ou par des agents et intermédiaires, ainsi que l'échec des gouvernements à œuvrer de manière adéquate pour les protéger. Les travailleurs/euses migrant(e)s, en particulier ceux/celles en situation irrégulière, ne sont pas seulement plus souvent sans emploi que les travailleurs locaux, mais occupent aussi plus souvent des emplois précaires, temporaires, non déclarés par les employeurs, avec de plus bas salaires et moins de protection sociale et souvent dans l'économie informelle. Une telle exploitation sape les droits et les conditions actuelles de tous les travailleurs/euses, entraînant des divisions sociales et communautaires et soulignant la nécessité pour les travailleurs en situation irrégulière de bénéficier d'une égalité de protection de la législation du travail. Ces problèmes sont nettement plus graves dans des secteurs où la présence syndicale est faible, notamment le travail domestique qui mérite une attention particulière.



Le MigrAr est un centre de conseil des syndicats allemands destiné aux migrants sans permis de séjour. Soutenu par le syndicat du secteur public Ver.di et d'autres organisations de la société civile, il dispense des conseils juridiques aux travailleurs sans papiers, représente devant les tribunaux ceux dont le visa est arrivé à expiration et les amène à s'organiser au sein de syndicats.



## Centre de conseil MigrAr: prospectus à l'intention des travailleurs sans papiers

Le MigrAr publie un prospectus en 6 langues largement distribué auprès des travailleurs migrants. Son contenu est le suivant:

Même sans papiers, vous avez des droits!

Bas salaire ou pas de salaire? Vous pouvez poursuivre votre patron!

Accident du travail ou arrêt maladie? Vous avez droit aux soins et aux indemnités maladie.

Pas de congés annuels? Demandez l'application de vos droits légaux aux tribunaux.

Payé(e) 8 heures pour 14 heures de travail par jour? Poursuivez votre patron pour obtenir la différence.

## Planifier une campagne syndicale - une démarche par étapes

Les campagnes constituent une première étape importante vers la syndicalisation. L'expérience montre que les travailleurs/euses domestiques qui y participent finissent par vouloir adhérer au syndicat organisateur. Certains en deviendront des militants et des dirigeants. Les suggestions ci-dessous constituent un guide détaillé de la planification des campagnes:

### › Consulter les travailleurs/euses domestiques et leurs organisations dès le début

Il est important de prendre toute la mesure des connaissances spécifiques des organisations de travailleurs/euses domestiques. Une consultation et une coopération précoces aideront à:

- mieux se connaître et se comprendre;
- mener une campagne unifiée et nouer des alliances à des fins pratiques;
- échanger des informations clés sur les problèmes que rencontrent les travailleurs/euses;
- identifier l'appui dont ils ont besoin et l'aide que les syndicats peuvent leur apporter.

### › Planifier des activités communes syndicat/travailleurs/euses domestiques

Les activités communes feront naître la confiance et l'amitié et renforceront l'efficacité de la campagne. Exemples d'activités communes:

- organisation d'événements et de réunions sur les droits des travailleurs et les syndicats;
- tenue de séances sur les prestations sociales en vigueur ;
- proposition de services de traduction;
- prise de parole de travailleurs/euses domestiques lors d'événements et de réunions organisés par les syndicats;
- organisation de concours de contes, de chants ou autres activités culturelles;
- organisation d'activités sociales.



### ➤ Rallier les membres des syndicats à la cause des travailleurs/euses domestiques

Le soutien des adhérents, des militants et des dirigeants syndicaux à la cause des travailleurs/euses domestiques est essentiel à la réussite des campagnes en faveur de nouveaux droits. De nombreux syndicalistes ignoreront peut-être les terribles conditions de rémunération et de travail de cette branche d'activité. Ils ne sauront peut-être pas que le droit du travail de leur pays ne protège pas les travailleurs/euses domestiques.

Plusieurs mesures sont à même de faire naître ce soutien essentiel:

- sensibilisation à tous les niveaux (y compris les structures de prise de décision, comités, délégations, organes régionaux, cellules dans les entreprises, etc.) adossée à des informations bien documentées;
- promotion des droits des travailleurs/euses domestiques lors de conférences et de réunions syndicales;
- prise de parole de travailleurs/euses domestiques lors des réunions syndicales;
- prises d'engagements politiques du syndicat en faveur des travailleurs/euses domestiques, allocation de ressources à leurs organisations et coopération;
- inclusion d'anecdotes, d'histoires personnelles et de nouvelles relatives aux travailleurs/euses domestiques dans les publications syndicales et les sites Internet;
- soutien politique formel des organes décisionnels du syndicat aux propositions de politiques, de plans d'action et de campagnes en faveur des travailleurs/euses domestiques.

### ➤ Se renseigner de façon très précise sur la situation des travailleurs/euses domestiques

Pour mener une action efficace, les organisations doivent d'abord connaître la nature du problème, le lieu de travail et les attentes des travailleurs/euses. Cela peut s'avérer difficile parce qu'ils sont disséminés dans des domiciles privés. Difficiles à contacter, ils n'ont pas beaucoup de temps pour rencontrer d'autres travailleurs et sont souvent la cible de menaces ou de pressions de la part de leur employeur.

- Les statistiques et les rapports publics aideront à évaluer le nombre de travailleurs/euses domestiques, mais comme beaucoup sont sans papiers, d'autres méthodes pourront s'avérer nécessaires.
- Les membres des syndicats et des organisations de travailleurs/euses domestiques peuvent jouer un rôle dans ce recensement grâce à leurs propres sources d'information.





- Des organisations de travailleurs/euses domestiques, des ONG ou des groupes religieux peuvent collecter des informations sur les salaires et les lieux de travail.
- Les syndicats peuvent contribuer au cadre d'exécution de l'exercice de recensement, proposer une analyse et aider à organiser la logistique et le transport.

### ➤ **Inventorier les droits légaux des travailleurs/euses domestiques**

L'inventaire des droits juridiques des travailleurs/euses domestiques dans votre pays permettra d'identifier les priorités de la campagne. Il pourra faire appel à un sondage ou à des entretiens directs. Évaluez l'application des dispositions légales et repérez les écarts entre la loi et la pratique. Pour savoir si la législation de votre pays confère des droits aux travailleurs/euses domestiques, posez les questions suivantes:

- La législation sur l'emploi couvre-t-elle les travailleurs/euses domestiques?
- Ont-ils droit à un contrat de travail écrit?
- Ont-ils le droit de créer un syndicat ou de se syndiquer?
- Bénéficient-ils d'un salaire minimum?
- Le nombre d'heures de travail est-il réglementé?
- Ont-ils droit à des congés payés annuels, à des jours de congés hebdomadaires et au paiement des heures supplémentaires?
- Ont-ils accès aux dispositifs de protection sociale nationaux?
- Ont-ils droit au congé de maternité et aux dispositifs de protection des femmes enceintes?
- Sont-ils couverts par la législation sur la santé et la sécurité au travail?
- L'interdiction du travail domestique des enfants et leur scolarisation sont-elles bien appliquées?
- Les travailleurs/euses domestiques ont-ils accès aux procédures de dépôt de plaintes, aux tribunaux du travail et à des recours efficaces quand leurs droits sont bafoués?

Cette liste vous aidera à choisir les priorités de votre campagne. Il est conseillé de se concentrer d'abord sur les points présentant les meilleures chances de victoire. Vous pourrez ensuite diffuser largement votre succès et entamer la campagne sur l'objectif suivant.



## Une enquête menée par des syndicats nigériens aboutit à un débat télévisé

Niger: La CNT (Confédération nigérienne du travail) et le MTC (Mouvement des travailleurs chrétiens) ont mené une enquête à Niamey et à Dosso sur les conditions de vie et de travail des travailleurs/euses domestiques. 300 travailleurs/euses domestiques ont accepté de répondre au questionnaire à Niamey et 100 à Dosso. La majorité était des femmes (74 %) sans éducation générale (65 %). Les résultats ont clairement indiqué que la législation n'est pas convenablement appliquée aux travailleurs/euses domestiques

- Salaires : aucun des participants ne percevait le salaire minimum légal. 8 % des répondants, dont la plupart étaient nourris et logés par leurs employeurs, n'étaient pas payés. Les employeurs considéraient le gîte et le couvert comme un paiement en nature, en dépit de la médiocrité de la nourriture et du logement dénoncée par la majorité des répondants.
- Les travailleurs/euses domestiques ne sont qu'exceptionnellement déclarés à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS). À Dosso, une ville située à environ 138 km de Niamey, aucun des travailleurs/euses domestiques n'était déclaré à la CNSS. L'enquête a également révélé que la plupart des répondants en ignoraient même l'existence.

Les questionnaires ont fourni tellement d'éléments - y compris des témoignages très choquants - qu'il a été décidé de les rendre publics. En décembre 2008 et mai 2009, des représentants des deux organisations ont participé à un débat télévisé sur le sort lamentable des travailleurs/euses domestiques. Les deux syndicats ont également continué à dispenser des conseils juridiques aux travailleurs/euses domestiques et aux employeurs, par exemple concernant les modalités d'inscription à la CNSS. En cas de conflit ouvert entre les parties, ils jouent aussi le rôle de médiateur.

Cité dans « Respect, rights and recognition: Domestic work and the ILO standard setting process 2010-2011; World Solidarity et ACV-CSC Alimentation et services, mai 2010.



## Gros plan de la CSI sur Diana Holland, présidente du Comité des femmes de la CSI et secrétaire générale adjointe du syndicat Unite the Union



Comment votre syndicat est-il parvenu à approcher ces travailleuses domestiques difficilement approchables vu qu'elles travaillent à l'intérieur de maisons privées?

En réalité, ce sont elles qui m'ont approchée. Elles m'ont invitée à l'une de leurs réunions. Elles m'ont expliqué leur situation, puis ont placé un micro dans ma main et m'ont demandé ce que je pouvais y faire! Nous avons pris comme point de départ l'organisation qu'avaient déjà ces travailleuses domestiques migrantes, nous avons

réfléchi à comment collaborer avec les syndicats. Nous avons dû adapter notre mode de fonctionnement syndical. Par exemple, pour la collecte des cotisations, il y a un système de collecteurs car beaucoup de ces travailleuses ne peuvent pas avoir de compte en banque. Dans un premier temps, il était prioritaire de mener campagne avec elles afin de leur faire reconnaître leurs droits. Lorsque cette campagne a abouti, la question de la représentation s'est posée de façon différente. Des représentants du syndicat se rendent dans les centres communautaires où beaucoup de travailleuses domestiques se rencontrent régulièrement, elles peuvent leur demander conseil. Notre syndicat coopère de cette façon avec le mouvement syndical philippin, et nous souhaitons développer de tels contacts avec d'autres pays.

En Grande-Bretagne, nous avons obtenu que les travailleurs domestiques migrants reçoivent dès leur arrivée dans le pays des informations qui incluent une référence à notre syndicat et à Kalayaan.

### Quels services leur offrez-vous sur le plan pratique?

Nous travaillons avec leur organisation, Kalayaan, pour leur proposer des cours d'informatique et d'anglais. Quelques travailleuses domestiques migrantes ont été formées comme représentantes syndicales afin de promouvoir l'éducation auprès de leurs collègues. Nous avons aussi été impliqués dans des campagnes contre les déportations. Beaucoup de travailleuses domestiques migrantes souhaitent bénéficier de notre expérience et expertise en matière de négociations avec les autorités. Elles veulent aussi qu'on les aide à se faire entendre. C'est très important car si une grande partie du travail effectué par les femmes dans le monde est invisible, le travail domestique est l'un des plus invisibles.

## Organisation des travailleurs/euses domestiques en Afrique du Sud



Le SADSAWU (South African Domestic Service and Allied Workers' Union) compte actuellement 25 000 adhérents, pour la plupart des femmes, qui versent une cotisation annuelle de 120 rand (12 EUR). Atteindre ce nombre n'a pas été facile, car ces femmes ont peur de se syndiquer. La présidente du SADSAWU déclare:

« Nous devons passer beaucoup de temps à leur expliquer qu'il est important pour elles d'adhérer et leur rappeler, par exemple, les pratiques de travail injustes observées tous les jours en Afrique du Sud. Les travailleuses qui n'ont jamais participé à une réunion syndicale ignorent comment se défendre et ne connaissent pas leurs droits, mais s'aperçoivent rapidement de l'intérêt qu'elles ont à se syndiquer. En cas de licenciement, par exemple, elles quittent simplement leur travail sans savoir que l'employeur leur doit de l'argent et n'a pas le droit de les mettre à la porte du jour au lendemain. Ceci est d'autant plus vrai depuis le changement de la législation pour lequel nous nous sommes battus: elles ont le droit de rester dans le logement fourni par leur employeur pendant un mois, le temps de trouver un autre emploi. » Le SADSAWU propose aussi une formation aux travailleurs/euses domestiques afin qu'ils puissent défendre leurs intérêts dans les discussions relatives aux heures supplémentaires, au salaire, etc. Il assure également la formation au leadership et sur le VIH/SIDA.

“



Kenya:  
participation  
de la police  
« Nous  
expliquons  
aux  
travailleuses  
domestiques

que si elles sont au courant d'un cas d'exploitation, elles doivent en parler aux autorités, à la police car ça suscitera un tollé, et les gens réaliseront qu'un syndicat s'occupe des travailleuses domestiques. Quand l'employeur s'aperçoit qu'il est dans son tort, il est possible qu'il donne un pot-de-vin pour s'en sortir, mais il aura désormais tendance à respecter davantage les droits fondamentaux de son employée afin d'éviter de futurs problèmes. »

*Gros plan de la CSI sur Albert Njeru (KUDHEIHA - Kenya)*

”

## Costa Rica: un cap est franchi!

« La Loi relative au travail domestique a marqué un triomphe, la culmination de trois années de lutte, une victoire exceptionnelle. Les travailleurs et travailleuses domestiques ont à présent droit au salaire minimum, à la sécurité sociale, à un contrat de travail et à une journée de huit heures. »

Gros plan de la CSI sur Ana Bertha Navarro Munoz (CTRN - Costa Rica)









# Syndicaliser les travailleurs/euses domestiques

| 5







Cette section décrit les mesures à prendre pour commencer la tâche ardue que constitue la syndicalisation des travailleurs/euses domestiques.

L'organisation des travailleurs/euses domestiques peut être compliquée et exige une campagne bien réfléchie.

## Prendre connaissance des conditions de travail et de vie des travailleurs/euses domestiques

Il n'existe pas de réponse standard aux besoins des travailleurs/euses domestiques parce que les lois et les pratiques diffèrent selon les pays. Le processus de recensement mentionné à la section précédente indiquera les questions à traiter. Mais il est important de bien comprendre les conditions de travail, les salaires, les horaires et le traitement général des travailleurs/euses domestiques. La réalisation d'une enquête pourra aider à collecter les informations requises. La confidentialité est cruciale dans ce processus et il est préférable que l'identité des répondants ne figure dans les rapports rendus publics.

“

« Les attentes des travailleuses domestiques à l'égard des syndicats diffèrent de celles d'autres catégories de salariés. Elles ont besoin d'un syndicat solide et de sentir qu'elles appartiennent à une organisation forte de centaines de milliers d'autres membres. La carte syndicale confère aussi aux travailleurs/euses domestiques migrants une identité, que leur employeur leur aura peut-être volée en confisquant leur passeport, ou parce que leur statut à l'arrivée dans le pays les privait des droits individuels propres aux travailleurs. »

*Diana Holland, présidente du Comité des femmes de la CSI et secrétaire générale adjointe de Unite the union, Royaume-Uni*

”

## Une enquête des syndicats kenyans révèle la vie des travailleurs/euses domestiques

En général les travailleurs/euses domestiques sont très peu éduqués et ignorent leurs droits parce qu'ils sont encore très jeunes ou travaillent depuis leur plus jeune âge. KUDHEIHA-Kenya a mené une enquête auprès de ces travailleurs/euses à Mombasa, en collaboration avec le Centre de solidarité AFL-CIO. Les résultats ont révélé que la plupart des travailleurs/euses ne sont pas nourris par leur employeur, que leur pièce d'identité leur est confisquée, qu'ils sont sous-payés et que nombre d'entre eux sont enfermés à clé dans la maison en l'absence de l'employeur, avec le risque de ne pas pouvoir s'échapper en cas d'incendie. » Albert Njeru

(Source : KUDHEIHA- Kenya)

## Enquêtes auprès des travailleurs/euses domestiques: liste de contrôle

Les enquêtes devraient constituer la référence pour la planification de campagnes de recrutement de travailleurs/euses domestiques. Les questions doivent être simples et directes. Il vaut mieux en réduire le nombre et se limiter aux plus importantes. Les répondants doivent être certains que les informations qu'ils communiquent ne seront transmises ni à leur employeur ni à une administration.

- Avant de rédiger le questionnaire, consultez les organisations de travailleurs/euses domestiques si elles existent.
- Trouvez le lieu et le moment les mieux adaptés à la conduite de l'enquête.
- Organisez des entretiens en tête à tête et des réunions de groupe.
- Les sujets à aborder peuvent comprendre: l'existence d'un contrat de travail, le statut migratoire, l'ancienneté chez le même employeur, les conditions de travail, les salaires perçus ou non, l'accès à la protection sociale, la couverture de la maternité, le temps de travail, la liste des tâches, les abus, les problèmes, etc.
- Créez un profil des travailleurs/euses domestiques (âge, région d'origine, nombre d'heures de travail, salaire, etc.)



## Planification d'une campagne de syndicalisation

Les syndicats possèdent une longue expérience de l'organisation des travailleurs. Mais celle des travailleurs/euses domestiques présente des spécificités dont il convient de tenir compte. Les conseils ci-dessous sont directement issus de l'expérience des syndicats et des travailleurs/euses domestiques:

- Rencontrez-les pendant leur jour de congé, habituellement le dimanche, après le travail ou par l'intermédiaire de réseaux.
- Des visites et des réunions régulières dans le voisinage gagneront progressivement leur confiance. Vous pouvez utiliser diverses méthodes: porte à porte dans un quartier où existe une forte concentration de travailleurs/euses domestiques, prise de contact avec des organisations ou des personnes qui les connaissent bien, utilisation des médias locaux ou de réseaux sociaux.
- Incitez les travailleurs/euses ayant le plus confiance en eux à préparer les réunions et participer aux activités.
- Recrutez les recruteurs parmi les travailleurs/euses domestiques.
- Identifiez les dirigeants potentiels susceptibles d'aider à créer un réseau.
- Repérez les personnes possédant des compétences particulières dans des domaines tels que l'écriture, les relations sociales, la prise de parole, l'informatique, etc.
- Proposez de former les personnes motivées.
- Rédigez et distribuez un tract expliquant en quoi les syndicats peuvent aider et soutenir les travailleurs/euses domestiques.
- Trouvez des anecdotes intéressantes pour la radio locale, la presse écrite, les sites Internet et les réseaux sociaux du type Facebook.



La SEWA (Self-Employed Women's Association) souligne que tout travail avec les travailleuses domestiques requiert de former les dirigeants et les militants potentiels aux méthodes d'organisation des travailleuses. Elle peut se targuer de résultats hors pair en matière d'organisation de travailleuses de l'économie informelle.



## L'approche SEWA (Self-Employed Women's Association) Inde

SEWA met l'accent sur la sélection de dirigeants au sein des travailleuses domestiques elles-mêmes. Elle leur dispense une formation leur permettant de recruter d'autres travailleuses. Les méthodes d'organisation de SEWA s'appuient sur des réunions de travail, des sessions de formation, des études de cas, des jeux et des chants.

« SEWA part du principe que l'adhésion à une organisation confère une force et un pouvoir de négociation collectifs qui permettent d'atteindre nos buts communs. L'organisation nous permet de résoudre nos problèmes. Pour faire appliquer ou changer les lois ou en faire voter de nouvelles, il faut être fort et pour être fort il faut s'organiser. Tous les membres vivent une prise de conscience et ressentent un sentiment de courage, de moralité et d'unité. » Organisatrice de SEWA

## Des travailleurs/euses domestiques du Mozambique créent un syndicat

Le SINED (Syndicat national des employés domestiques) du Mozambique est né en mars 2006 d'une campagne des travailleurs ayant mobilisé de « nombreux camarades qui comprenaient la nécessité de créer un syndicat ». En avril 2008, il était légalement reconnu par le ministère du Travail et rejoignait la centrale nationale OTM-CS. Il a rédigé un tract contenant des informations sur les droits des travailleurs/euses domestiques stipulés par la législation nationale. Il forme ses adhérents aux questions en rapport avec le travail domestique et coopère avec d'autres syndicats. Il compte actuellement environ 700 membres.





Vulnérables aux manœuvres d'intimidation de leurs employeurs et aux menaces de renvoi, les travailleurs/euses domestiques préfèrent cacher leurs rencontres avec les syndicats. Comme de nombreuses autres centrales nationales dans le monde, la Confédération syndicale de Hong Kong (Hong Kong Confederation of Trade Unions) a réussi à travailler avec les travailleurs/euses domestiques et à les contacter en dehors de leur lieu de travail. Elle leur fournit des informations claires par écrit sur les endroits où ils peuvent obtenir de l'aide et du soutien.

## La Confédération syndicale de Hong Kong (HKCTU) encourage les groupes de travailleurs/euses domestiques à se syndiquer.

La HKCTU organise des programmes dans des centres de formation. Des femmes ont ainsi suivi des cours d'acquisition de compétences en travail domestique. Dans trois des centres, des groupes ont été formés avec l'aide de la Confédération, et en un an et demi les bases du syndicat ont été établies. La HKCTU a donc soutenu ce syndicat dès l'origine et en a formé les dirigeants. Pour entrer en contact avec les travailleurs/euses domestiques locaux et à temps partiel, la HKCTU dispense des formations dans 5 districts. Ces cours permettent aux salariés à temps partiel qui sont dispersés et isolés, de se regrouper. Les stagiaires acquièrent ainsi des connaissances en matière de cuisine, de ménage, de repassage, etc., mais aussi de droits du travail. Ils découvrent également l'aide que peut leur apporter le nouveau Syndicat général des travailleurs/euses domestiques de Hong Kong (Hong Kong Domestic Workers General Union) auquel ils sont fortement incités à adhérer.

“



**Syndicat National des Employées Domestiques (NUDE) - Trinidad**

« Nous

avons trouvé des idées novatrices, par exemple organiser les travailleuses domestiques au sein des communautés, leur rendre visite chez elles, les rencontrer à l'église et dans les conseils de villages, mais aussi profiter de notre participation aux événements d'autres organisations pour promouvoir leur cause. Le théâtre populaire constitue une manière excitante et attrayante d'informer les nouveaux membres et de leur faire connaître les droits que la législation existante leur confère ou leur dénie. Les entretiens en tête à tête avec les travailleuses domestiques se sont avérés une méthode très efficace de recrutement de nouveaux membres. »

*Ida Le Blanc, NUDE*

”



## Afrique du Sud: conseils du SADSAWU

Le SADSAWU (South African Domestic Service and Allied Workers Union) est un syndicat de travailleuses domestiques d'Afrique du Sud affilié au COSATU. Myrtle Witbooi, sa secrétaire générale et présidente du réseau des travailleurs/euses domestiques IDWN dispense des conseils, fruits de 40 années d'expérience: « La meilleure manière d'organiser ou de toucher les travailleuses domestiques consiste à les rencontrer dans les parcs, les centres de jeu, à l'église, dans les rues des banlieues où elles travaillent ou à la sortie de leur emploi. Le SADSAWU prend également les premiers contacts avec elles dans les trains et les autobus. Pour être efficaces, nous leur remettons des tracts où figurent les coordonnées de nos centres. Nous essayons de former des groupes par quartiers et une fois par mois nous les réunissons tous. Nous nous procurons aussi un maximum d'informations sur leurs conditions de travail, dont nous nous servons pour rédiger des documents que nous présentons aux organisations de travailleurs avec lesquelles nous collaborons. »

Compte tenu du bas niveau de salaire qui caractérise ce secteur, les travailleurs/euses domestiques peuvent avoir des difficultés à payer les cotisations syndicales. En fait, la plupart des syndicats d'employés domestiques manque d'argent et nombre d'entre eux ne disposent pas de fonds suffisants pour s'affilier à une centrale syndicale nationale. Ces dernières ont parfois résolu ce problème en réduisant ou en supprimant la cotisation.

“



**CNTS -  
Une voix  
du Sénégal:**  
« Il a fallu  
proposer  
à ces  
femmes une  
cotisation

*réduite, pour les aider à obtenir  
cette carte syndicale dont elles  
sont très fières », explique Fatou  
Bintou Yaffa, présidente du Comité  
des femmes et Secrétaire générale  
adjointe de la CNTS. « Nous  
tenons toujours compte de leurs  
contraintes. Par exemple, en les  
rencontrant le dimanche car c'est  
impossible pour elles de se libérer  
un autre jour au risque de perdre  
leur emploi », poursuit Fatou Bintou  
Yaffa, qui insiste sur l'importance  
pour les syndicats d'aider ces  
travailleuses à se former.*

”

## Établir des liens pour syndiquer

Les syndicats peuvent organiser les travailleurs/euses domestiques directement. Mais ceux qui sont déjà bien établis peuvent aussi soutenir et aider les efforts d'organisation des autres.

### Gros plan de la CSI sur Marissa Begonia, employée de maison philippine

« Justice pour les travailleurs domestiques » (en anglais J4DW,) est un groupe d'entraide de travailleuses domestiques migrantes, auto-géré. Il se situe au sein de la branche hôtel et restauration du syndicat Unite, qui est membre du TUC (Trade Union Congress). Nous menons des campagnes, nous essayons de défendre nos droits, surtout depuis les changements de la législation sur l'immigration. Il est important que nous, travailleuses domestiques, nous exprimions nous-mêmes en faveur de nos droits, au lieu d'avoir quelqu'un qui parle en notre nom. Les actions sont plus vivantes, plus visibles et plus efficaces quand les travailleuses domestiques mènent leurs campagnes elles-mêmes, même si le soutien d'autres syndicats et ONG est très important. Unite nous aide beaucoup à organiser nos campagnes et à développer nos capacités au travers de formations. Nous proposons par ailleurs des cours d'anglais et d'informatique à travers Unite. C'est important car la plupart des travailleuses domestiques migrantes n'ont pas l'anglais comme langue maternelle. Cela les aide aussi à satisfaire aux exigences des procédures d'immigration. Unite offre également des formations syndicales qui nous donnent les connaissances nécessaires pour lutter en faveur du respect de nos droits. Ces cours nous aident à prendre confiance en nous-mêmes lorsque nous devons parler en public, par exemple au Parlement, lors de réunions gouvernementales, de conférences ou mouvements de mobilisation nationaux et internationaux. Il s'agit d'une des meilleures façons de syndicaliser les travailleuses domestiques car la plupart d'entre elles ne viennent pas uniquement demander de l'aide mais veulent aussi apprendre. Nous les aidons à comprendre qu'en se syndiquant, elles ont accès à l'éducation, à la connaissance et la défense de leurs droits, et nous les sensibilisons à l'importance des campagnes.

La CSI estime qu'il est indispensable de travailler avec les organisations et les réseaux de travailleurs/euses domestiques et invite vivement les syndicats à mettre en place des partenariats avec ces groupes pour aller vers une amélioration de leurs droits, de leurs salaires et de leurs conditions de travail.

L'UITA (Union internationale des travailleurs de l'alimentation, membre du groupement Global Unions) a la pratique des alliances. Contrairement à la plupart des travailleurs de l'économie informelle, les employés de maison possèdent une tradition d'organisation syndicale au sein du secteur alimentaire et agricole. L'UITA a mis en place un réseau d'organisations de travailleurs/euses domestiques afin de soutenir leur détermination à obtenir de l'OIT une norme internationale pour réglementer leur profession.

“



### Travailler ensemble en Asie

« Quand les travailleurs/euses domestiques ont créé

leurs propres organisations, les syndicats peuvent entrer en contact avec elles et nouer des liens de solidarité. Au début, il pourra s'agir simplement de mettre à disposition des salles de réunion et des photocopieuses, par exemple. À mesure que la collaboration et le respect mutuel se renforcent, la relation peut s'approfondir, puis se transformer en alliance ou en association, ce qui pourra impliquer une modification des statuts du syndicat. Les organisations de travailleurs/euses domestiques de nombreux pays souhaitent vivement nouer ce type de relations, qui leur permet de conserver leur autonomie organisationnelle tout en profitant de la force et de la position du mouvement syndical. »

*Lee Siew Hwa, Committee for Asian Women (CAW), Bangkok*

”





## Le réseau IDWN (International Domestic Workers' Network), un partenariat international entre syndicats et organisations de travailleurs/euses domestiques

L'IDWN est une initiative de syndicats et d'associations de travailleurs/euses domestiques soutenue par l'UITA et Wiego. L'UITA lui apporte une base organisationnelle. Le réseau bénéficie du soutien total des organes de prise de décision de l'UITA, mais les stratégies, les priorités et les actions sont décidées par l'IDWN lui-même et son Comité de pilotage. Le réseau a mis au point un plan d'action pour soutenir les organisations de travailleurs/euses domestiques. Ses recommandations sont les suivantes:

- Faire pression sur les gouvernements et s'assurer que les engagements politiques sont correctement mis en œuvre;
- Faciliter la communication entre les membres du réseau, les syndicats, les centrales nationales, les Global Unions et l'OIT;
- Partager les informations sur les bonnes pratiques avec tous les membres du réseau;
- Transférer des fonds aux membres du réseau qui ont du mal à survivre et/ou les aider à collecter des fonds en leur fournissant les coordonnées de donateurs potentiels, des lettres de soutien, etc.;
- Faire circuler les déclarations de solidarité, les documents de campagnes, y compris les lettres à l'intention des gouvernements;
- Apporter un soutien aux campagnes locales, nationales, régionales et internationales sous forme de ressources, d'informations, etc.;
- Soutenir la participation des membres du réseau aux réunions et aux événements pertinents;
- Renforcer les capacités du réseau, y compris au travers de formations et appui au développement des compétences.





# Services syndicaux pour les travailleurs/euses domestiques

| 6



Cette section suggère plusieurs modalités de prestation de services et de soutien des syndicats et des centrales nationales aux travailleurs/euses domestiques.

## Assistance juridique

Les travailleurs domestiques poursuivant leur employeur devant les tribunaux mènent trop souvent un combat perdu d'avance, mais les syndicats peuvent leur apporter une assistance juridique précieuse. Ce type d'appui est très apprécié des travailleurs migrants sans papiers, qui se trouvent dans une situation particulièrement vulnérable. Les syndicats peuvent aussi aider les associations de travailleurs/euses domestiques à déposer plainte auprès de l'OIT.

Dans certains cas, l'assistance juridique s'accompagne de services supplémentaires comme par exemple fournir un hébergement pour les travailleurs/euses logés qui s'enfuient de chez leur employeur. L'hébergement fait partie des services dispensés par le syndicat des travailleurs/euses migrants indonésiens à Hong Kong. Le DWU américain, quant à lui, offre des services pratiques aux travailleurs/euses domestiques tels que des bilans de santé.



## Assurer des conditions de travail décentes aux travailleurs/euses domestiques

Les syndicats peuvent faire la promotion de contrats de travail standard auprès des employés de maison. Certains jouent le rôle d'intermédiaire entre salariés et employeurs désireux d'assurer des conditions de travail décentes. Dans l'idéal, le contrat de travail à signer par le travailleur et l'employeur aura été vérifié par le syndicat, qui pourra en suivre l'application par la suite.

En Indonésie, le syndicat Tunas Mulia Domestic Worker Union négocie pour ses membres des contrats standards octroyant un salaire minimum et un congé hebdomadaire à leur signataire. Pour convaincre les employeurs de signer, le syndicat met en avant l'intérêt qu'ils ont à bénéficier de services éthiques et de qualité. Un exemplaire de tous les contrats standards signés lui revient. Il en détient plus de 400 à ce jour.



## Conseils

Les travailleurs/euses domestiques victimes d'abus, d'accusations de vol ou devant comparaître au tribunal ont besoin d'aide. La mise en place par les syndicats d'un centre de conseils ou d'une ligne téléphonique confidentielle a fait la preuve de son utilité. Une étude menée en 2001 par le « Asia Migrants Centre » de Hong Kong a révélé qu'un travailleur/euse domestique étranger sur quatre subit des abus allant d'attaques verbales aux coups et agressions sexuelles.

## Formation

De nombreux syndicats et organisations de travailleurs/euses domestiques dispensent des cours notamment sur les droits sociaux et du travail, sur le syndicalisme et la syndicalisation. Une majorité d'entre eux jugent ces activités de formation essentielles pour donner confiance aux travailleurs/euses domestiques et développer leurs qualités de leadership.



## Initiatives syndicales d'éducation en Afrique

« La formation constitue la pierre angulaire de la pérennisation des actions. Nous prévoyons d'ouvrir deux centres de formation à Dakar. Notre but est d'aider les travailleurs/euses domestiques à se qualifier (par exemple, en cuisine, soins aux enfants, soins aux personnes âgées) afin de pouvoir exiger plus facilement le respect et obtenir de meilleurs salaires. »

Fatou Bintou Yaffa, secrétaire générale adjointe, CNTS Sénégal

« Avant de débiter ces formations, nous sélectionnons un certain nombre de femmes dans une zone, nous leur demandons quand elles sont libres et où nous pourrions les rencontrer, et nous les réunissons, groupe par groupe. Nous commençons par en inviter une, puis deux, puis tout un groupe. Elles préfèrent que ce soit le dimanche, mais certains employeurs enferment leurs travailleuses domestiques dans la maison, même ce jour-là. C'est aussi difficile car elles craignent d'être perçues comme étant au courant des activités syndicales et au Kenya, les employeurs considèrent les syndicats comme des faiseurs de troubles. »

Gros plan de la CSI sur Albert Njeru (KUDHEIHA - Kenya)



Et maintenant,  
à vous de jouer !







Le présent guide d'action de la CSI sur les travailleurs/euses domestiques vous a donné une idée des principales questions liées aux campagnes et à la syndicalisation. **C'est à présent votre tour de faire bouger les choses dans votre pays!**

## Revendications syndicales:

### Un travail décent, une vie décente pour les travailleurs/euses domestiques!

› Les travailleurs/euses domestiques sont principalement des femmes, des enfants, des migrants ou des indigènes.

*Leur travail est sous-évalué, sous-payé, invisible, n'est pas reconnu ni respecté. Ce sont les raisons pour lesquelles, dans de nombreux pays, les travailleurs/euses domestiques ne tombent pas sous le coup de la législation du travail et de la protection sociale. Nombre d'entre eux ne peuvent exercer leur droit de former un syndicat ou d'y adhérer, que ce soit pour des raisons légales ou pratiques. Il en résulte que les mauvais traitements, la violence et les sévices physiques et sexuels restent souvent impunis.*

› Les travailleurs/euses domestiques font partie des catégories les plus exploitées qui:

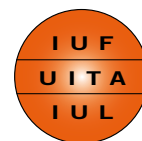
- Effectuent un nombre excessif d'heures pour un salaire inférieur aux normes;
- Vivent souvent sous le même toit que leur employeur dans des conditions insalubres;
- Sont exposés à tout type de sévices;
- Ont très peu de possibilités, voire aucune, de prendre un jour de congé;
- Rencontrent des difficultés pour contacter le monde extérieur, la famille et les amis.

› Les syndicats doivent briser le silence.

*À travers leurs actions, que ce soit au niveau local, mondial, ou de l'Union Européenne, les syndicats peuvent contribuer à garantir un travail décent aux travailleurs/euses domestiques. En s'affiliant à un syndicat, ces travailleurs/euses peuvent sortir de l'ombre, s'unir et exiger des conditions de vie et de travail décentes.*

› Il est urgent d'adopter une Convention internationale protégeant les droits des travailleurs/euses domestiques.

*La Conférence internationale du travail en juin 2011 sera cruciale pour garantir que les droits des travailleurs/euses domestiques soient protégés à l'échelle internationale. Les négociations tripartites doivent déboucher sur des instruments forts de l'OIT apportant un réel changement en matière de conditions de vie et de travail de tous les travailleurs/euses domestiques dans le monde entier!*



- Veillez à ce que votre gouvernement vote en faveur d'une Convention assortie d'une Recommandation lors de la prochaine Conférence internationale du travail en juin 2011!

## Que voulons-nous?

- **Des législations nationales qui reconnaissent les droits au travail de ces travailleurs/euses:**

*Les législations du travail qui excluent les travailleurs/euses domestiques de leur champ d'application doivent être amendées. Les législations existantes relatives au travail domestique doivent être mises en œuvre adéquatement. Partout dans le monde, ils/elles doivent pouvoir exercer leur droit fondamental de former un syndicat et d'y adhérer. Ils/elles doivent avoir accès aux tribunaux du travail et à des voies de recours efficaces lorsque leurs droits sont bafoués. Certains pays, notamment l'Afrique du Sud, le Costa Rica et l'Uruguay, ont pris des mesures significatives pour que les législations et les réglementations du travail couvrent les travailleurs/euses domestiques, ouvrant ainsi la voie à la formalisation de leur situation d'emploi.*

- **L'établissement d'un cadre européen protégeant les droits des travailleurs/euses domestiques:**

*Les travailleurs/euses domestiques sont souvent exclus des directives de l'UE sur la santé et la sécurité ainsi que de la directive 92/85 sur la protection de la maternité. Cette situation doit changer.*

- **Une rémunération juste pour le travail domestique:**

*Considéré comme un travail non qualifié que « toute femme peut réaliser », le travail domestique est sous-évalué et sous-payé. Les travailleurs/euses de ce secteur, comme tous les autres salariés, ont droit à un salaire minimum et à un processus de négociation équitable à travers duquel ils/elles peuvent demander un salaire minimum vital.*

**➤ Le droit des travailleurs/euses domestiques à la protection sociale y compris la protection de la maternité:**

*Les travailleurs/euses domestiques doivent avoir accès aux systèmes de protection sociale nationaux. Comme la grande majorité sont de jeunes femmes, la protection de la maternité est indispensable. La Convention n°183 de l'OIT doit être ratifiée et mise en œuvre afin de garantir une protection adéquate à toutes les travailleuses.*

**➤ Des conditions de travail et de vie décentes pour tous les travailleurs/euses domestiques:**

*Le temps de travail doit être réglementé par la loi et celle-ci doit être mise en œuvre. Les travailleurs/euses domestiques, comme tout autre travailleur, doivent avoir droit aux congés annuels payés, à des jours de repos hebdomadaires et à une compensation des heures supplémentaires.*

**➤ La scolarisation des enfants:**

*Des programmes et politiques sont nécessaires pour mettre fin au travail domestique réalisé par les enfants et veiller à ce qu'ils soient scolarisés. Pour l'essentiel, les Conventions de l'OIT sur le travail des enfants (n°138 et 182) doivent être pleinement respectées.*

**➤ Plus de travailleurs/euses domestiques membres de nos organisations:**

*Les travailleurs/euses domestiques ont besoin des syndicats et les syndicats ont besoin d'eux/elles. Ils/elles peuvent bénéficier de l'influence, du soutien et de l'expérience des syndicats qui eux-mêmes seront plus forts lorsqu'un nombre croissant de travailleurs/euses domestiques viendront grossir leurs rangs.*

**➤ Une collaboration étroite entre syndicats et organisations de travailleurs/euses domestiques:**

*La lutte des travailleurs/euses domestiques est notre lutte. En joignant nos forces, nous serons plus forts pour atteindre notre objectif commun: un monde où la justice sociale et le travail décent sont garantis à toutes et tous.*

# Références et publications

## Publications de la CSI :

Disponibles sur le site web [www.ituc-csi.org](http://www.ituc-csi.org) ou sur demande en envoyant un courriel à: [equality@ituc-csi.org](mailto:equality@ituc-csi.org):

Un travail décent, une vie décente pour les femmes – guide de discussion

1e Conférence mondiale des femmes: conclusions et recommandations

2e Congrès mondial – Résolutions de la CSI

Guide de la CSI – Comment lutter contre le travail forcé et la traite des personnes

Rapports annuels des violations des droits syndicaux

Rapports pour les Examens par le Conseil général de l'OMC

« Vision syndicale » de la CSI:

Travail domestique: mobilisation pour une Convention de l'OIT

Mauritanie-Sénégal: défendre les droits des migrants

Birmanie: le courage des syndicalistes funambules

Sri Lanka: les syndicats sur la brèche

Les travailleurs migrants au Moyen-Orient

Maroc – conscientisation et visibilité: les femmes progressent

Népal: les syndicats prônent l'apaisement pour le développement

## Interviews - gros plans de la CSI :

14-09-2010: Interview - gros plan sur Elizabeth Tang (HKCTU-Hong Kong)

19-08-2010: Interview - gros plan sur Ana Bertha Navarro Muñoz (CTRN – Costa Rica)

02-08-2010: Interview - gros plan sur Marissa Begonia (J4DW/Unite/TUC – Royaume-Uni)

04-06-2010: Interview - gros plan sur Luc Demaret (ILO-Actrav)

29-01-2010: Interview - gros plan sur Albert Njeru (KUDHEIHA - Kenya)

04-01-2010: Interview - gros plan sur Claudine Akakpo (CSTT- Togo)

01-01-2010: Interview - gros plan sur Moulkheiry Sidiel Moustapha (CGTM-Mauritanie)

01-01-2010: Interview - gros plan sur Fatou Bintou Yaffa (CNTS-Sénégal)

17-12-2009: Interview - gros plan sur Mamadou Niang (CGTM-Mauritanie)

19-11-2009: Interview - gros plan sur Rosane Sasse (UGT-Brésil)

20-10-2009: Interview - gros plan sur Marcelina Bautista (CONLACTRAHO-Mexique)

28-07-2009: Interview - gros plan sur Titus Mlengeya (CHODAWU-Tanzanie)



## Publications de l'Organisation internationale du travail

[www.ilo.org](http://www.ilo.org)

Tous les documents relatifs à la CIT de 2010 et de 2011, et en particulier:

Rapport de l'OIT IV(1): Travail décent pour les travailleurs domestiques

Rapport de l'OIT IV (2): Travail décent pour les travailleurs domestiques

OIT: veuillez consulter les commentaires formulés par votre gouvernement: [http://www.ilo.org/ilc/ILCSessions/99thSession/reports/lang--fr/docName--WCMS\\_124399/index.htm](http://www.ilo.org/ilc/ILCSessions/99thSession/reports/lang--fr/docName--WCMS_124399/index.htm)

## Fédération syndicale UITA (Union internationale des travailleurs de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du catering, du tabac et des branches connexes) et Réseau international des travailleuses domestiques (IDWN)

[www.iuf.org](http://www.iuf.org) et [www.idwn.info](http://www.idwn.info)

- Différents rapports, documents, publications, bulletins d'information et nouvelles disponibles sur le site web: <http://fr.domesticworkerrights.org/>

- Journée internationale de la femme 2010 – Droits et reconnaissance des travailleurs/euses domestiques <http://www.iuf.org/womenfr/> <http://cms.iuf.org/?q=node/287> (en anglais)

## Internationale des services publics

<http://www.world-psi.org/TemplateFr.cfm?Section=French>

Section de l'ISP sur la conquête des droits des travailleurs/euses: [http://www.world-psi.org/TemplateFr.cfm?Section=Droits\\_des\\_travailleurs&Template=/TaggedPage/TaggedPageDisplay.cfm&TPLID=130&ContentID=13315](http://www.world-psi.org/TemplateFr.cfm?Section=Droits_des_travailleurs&Template=/TaggedPage/TaggedPageDisplay.cfm&TPLID=130&ContentID=13315)

## UNIFEM/ONU Femmes

[www.unifem.org/](http://www.unifem.org/)

Différents rapports, programmes et documentaires

## Human Rights Watch

<http://www.hrw.org/fr>

Différents rapports, en particulier sur les travailleurs/euses migrant(e)s et les enfants domestiques: <http://www.hrw.org/fr/category/topic/women%E2%80%99s-rights/women-workers>

## Anti-Slavery International:

<http://www.antislavery.org/french/default.aspx>

Différents rapports sur les migrants et les enfants domestiques piégés dans des situations de travail forcé

## Wiego

[www.wiego.org](http://www.wiego.org)

Fiche d'information sur les travailleurs/euses domestiques:

[http://www.wiego.org/publications/FactSheets/WIEGO\\_Domestic\\_Workers.pdf](http://www.wiego.org/publications/FactSheets/WIEGO_Domestic_Workers.pdf) (en anglais)

Dépliant sur les droits des travailleurs/euses domestiques:

<http://www.wiego.org/leaflets/DomesticWorkersRights-2008-French.pdf>

## Instruments internationaux pertinents:

Les Conventions fondamentales de l'OIT s'appliquent à tous les travailleurs/euses dans le monde entier:

C87 Liberté syndicale et protection du droit syndical, 1948

C98 Droit d'organisation et de négociation collective, 1949

C29 Travail forcé, 1930

C105 Abolition du travail forcé, 1957

C138 Âge minimum, 1973

C182 Pires formes de travail des enfants, 1999

C100 Égalité de rémunération, 1951

C111 Discrimination (emploi et profession), 1958

Principaux instruments internationaux sur les travailleurs migrants:

Convention de l'ONU sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille

Convention n°97 de l'OIT sur les travailleurs migrants (révisée)

Convention n°118 de l'OIT sur l'égalité de traitement (sécurité sociale)

Convention n°143 de l'OIT sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires)

Convention n°157 de l'OIT sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale

Convention n°181 de l'OIT sur les agences d'emploi privées

Principaux instruments internationaux sur la sécurité et la santé des travailleurs, l'égalité et les conditions de travail:

Convention n°47 de l'OIT sur les quarante heures

Convention n°95 de l'OIT sur la protection du salaire

Convention n°121 de l'OIT sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles

Convention n°155 de l'OIT sur la sécurité et la santé des travailleurs

Convention n°156 de l'OIT sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales

Convention n°158 de l'OIT sur le licenciement

Convention n°171 de l'OIT sur le travail de nuit

Convention n°175 de l'OIT sur le travail à temps partiel

Convention n°183 de l'OIT sur la protection de la maternité

Convention de l'ONU sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)

Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant

**CSI Confédération syndicale internationale**

5 Bld Roi Albert II, Bte 1, 1210 Bruxelles, Belgique

Tel. + 32 2 224 02 11, Fax +32 2 201 58 15

e-mail: [info@ituc-csi.org](mailto:info@ituc-csi.org), [www.ituc-csi.org](http://www.ituc-csi.org)

Editeur responsable: Sharan Burrow – CSI Secrétaire générale